

Internationale. Pour montrer maintenant, seulement sur un seul point, l'énorme chemin dont tu t'es éloigné du camarade Trotsky, de la position trotskyste, je choisis notre appréciation (l'appréciation trotskyste) du stalinisme. En partant d'une révision fondamentale de la nature des partis staliniens dans le monde, par suite de ta révision de la nature de l'U.R.S.S., tu rejettes maintenant le front unique avec ces partis. En juin 1940 deux mois avant son assassinat, le camarade Trotsky fit une réunion avec des camarades de la direction du S.W.P. Il leur proposait de soutenir la candidature du stalinien Browder à la présidence et, partant de cela, il engageait avec eux une longue discussion sur la façon de procéder envers le stalinisme. J'extrais du compte-rendu de cette discussion, pour toi, camarade Munis, et pour les camarades qui pensent comme toi, ce passage (en attendant de publier pour nos camarades européens la discussion toute entière) :

« Bien entendu les staliniens forment une partie légitime du mouvement ouvrier. Qu'elle soit exploitée par ses leaders pour les fins spécifiques du Guépéou, est une chose, pour les fins du Kremlin, une autre. Elle n'est pas du tout différente des autres bureaucraties ouvrières d'opposition. Les intérêts puissants de Moscou influencent la Troisième Internationale, mais il n'est pas principalement différente. Evidemment, nous considérons de façon différente la terreur provenant du commandement du Guépéou ; nous luttons contre par tous les moyens, y compris la police bourgeoise. Mais le courant poli-

tique du stalinisme est un courant dans le mouvement ouvrier. S'il diffère c'est de façon avantageuse. En France les staliniens font preuve de courage contre le gouvernement. Ils sont encore inspirés par Octobre. C'est une sélection d'éléments révolutionnaires trompés par Moscou, mais honnêtes. S'ils sont persécutés aux Etats-Unis, s'ils restent antipatriotes parce que Moscou retarde son nouveau tournant, cela leur donnera une autorité politique considérable. Notre dégoût du Kremlin ne détruira pas cette autorité.

» Nous devons les considérer objectivement. Nous devons les considérer d'un point de vue marxiste objectif. Ils constituent un phénomène très contradictoire. Ils ont commencé avec Octobre pour base, ils ont été déformés, mais ils ont un grand courage. Nous ne pouvons nous laisser transporter par les antipathies de nos sentiments moraux. Même les assaillants de la maison de Trotsky avaient un grand courage. Je pense que nous pouvons espérer gagner ces ouvriers qui ont commencé en tant que cristallisation d'Octobre. Nous les voyons de façon négative : comment percer cet obstacle. Nous devons dresser la base contre le sommet. Nous considérons la bande de Moscou comme des gangsters, mais les militants de base ne se sentent pas des gangsters, mais des révolutionnaires. Ils ont été terriblement empoisonnés. Si nous montrons que nous comprenons, que nous avons un langage commun, nous les retournerons contre leurs chefs. »

Conférence extraordinaire de la section espagnole de la IV^e Internationale

Les 8 et 9 du mois d'avril dernier, le « Grupo Comunista Internacionalista » (section espagnole de la IV^e Internationale) a convoqué une conférence extraordinaire, pour discuter et trancher les divergences existantes sur l'emploi actuel des mots d'ordre de République et d'Assemblée constituante.

On doit se rappeler, sur cette question, la résolution approuvée par le C.E.I., dans sa séance d'octobre 1946. (B.I. du secrétariat international n° 10).

Le S.I. était représenté à cette conférence par les camarades P. et G.

La conférence désigna un nouveau comité central, composé de quatre camarades de la tendance Roura-Polo-Herrero (ancienne minorité) et par trois camarades de l'ancienne majorité.

Nous publions le texte de la résolution présentée à la conférence extraordinaire par la tendance qui se trouve aujourd'hui à la direction de la section espagnole.

Résolution politique

1.- Depuis la fin de la guerre impérialiste, la bourgeoisie mondiale a appliqué à la situation politique espagnole son orientation générale, qui consiste à empêcher avant tout l'intervention des masses travailleuses, à ajourner et canaliser en tout cas étroitement cette intervention, même électorale, dans le cadre de la politique bourgeoise, en permettant par là la reconsolidation de l'appareil étatique délabré.

Pour cela, elle protège d'abord intensément le régime franquiste sur le terrain économique, tout en s'efforçant d'autre part, de lui fournir politiquement un « certificat de bonne conduite ».

Mais au-delà de ce premier but — éviter la coïncidence d'une crise révolutionnaire en Espagne avec la crise européenne — le capitalisme se rendait compte que cette solution ne pouvait se prolonger indéfiniment, en tenant compte surtout de l'aggravation de la situation économique en Espagne.

Une intensification de l'action ouvrière, de la lutte anti-franquiste ; une plus grande dislocation des forces du régime, tels étaient les effets que, fatalement, devait entraîner cette situation de crise.

Ceci dicta clairement au capitalisme sa ligne d'action : sans cesser de soutenir en fait la dictature franquiste, sans tolérer aucun relâchement, aucun manque de continuité dans les rouages de l'appareil de coercition, préparer et jusqu'à un certain point favoriser un éventuel remplacement du franquisme.

2. - Peut-être la base fondamentale des divergences qui se sont manifestées dans notre dernière conférence, résidait-elle dans cette différente appréciation du rythme de développement de la crise révolutionnaire mondiale et de leur projection dans la politique espagnole. Ainsi, tandis que pour certains (Thèse majoritaire dans la conférence de juin 1946) : « La bourgeoisie mondiale voit dans le gouvernement Giral l'instrument docile et susceptible de remplacer Franco dans le maintien du système capitaliste, pour le cas où la bourgeoisie, considérant la gravité de la crise et les dangers qu'entraînerait la prorogation du régime franquiste, serait obligée de se passer des services du Caudillo. »

D'autres camarades supposaient, au contraire, à travers l'analyse de l'expérience européenne la plus récente, que la bourgeoisie s'efforceraient avant tout de maintenir fondamentalement le vieux appareil étatique, de paralyser l'action des masses, tandis qu'elle retrouvait le souffle, grâce à l'intervention de ses équipes libérales et réformistes, aidée par les Staliniens (Italie).

3. - En partant de cette appréciation, la résolution minoritaire de notre conférence de juin 1946, déclarait :

a) « La nécessité de trouver une « issue » à la situation n'a pas cessé pour cela d'inquiéter les grands impérialismes et la bourgeoisie espagnole. Mais tous sont disposés à maintenir la dictature militaire — et Franco lui-même — tout le temps que les circonstances le leur permettront, et, en tout cas, à faire chacun les plus grands efforts pour limiter un quelconque changement à de simples modifications qui n'affecteraient dans aucun sens les bases du régime. »

b) « Comme en Italie, en Belgique, la lutte pour la République est dirigée, d'un côté, contre Franco et son régime, et d'un autre côté, elle constitue le meilleur terrain pour nous différencier de l'équipe Giral, qui constitue un frein pour sa réalisation, en subordonnant les interventions de masses aux buts des grands impérialismes, favorisant par là les manœuvres réactionnaires ou monarchistes. »

Il n'y a rien à ajouter à cette caractérisation de la situation, si ce n'est que, depuis notre dernière conférence, elle est confirmée par l'évolution des événements ; et ce que nous signalons alors comme le point de rupture avec la politique de la bourgeoisie, constitue précisément aujourd'hui le centre cristallisateur de l'inquiétude politique des travailleurs.

4. - Rien n'aurait été aussi important pour notre organisation que de lancer opportunément une énergique campagne contre les partisans du compromis, devant le chantage de l'O.N.U., qui exigeait précisément de liquider aujourd'hui la lutte et l'action pour la République, synonyme, dans la présente situation, de la cassure, par les masses, de tout l'appareil franquiste.

Une telle action de notre côté, nous aurait liés aux couches de l'avant-garde prolétarienne, qui auraient vu dans les trotskistes un courant capable de prévoir et capable de donner opportunément les mots d'ordre les plus indiqués pour démasquer le cours ouvert ou hypocrite vers le compromis avec les monarchistes et les militaires.

« Il ne s'est pas produit de faits décisifs ni d'événements historiques », écrivait le bureau politique, le 23 novembre 1946, et cela, pour justifier son silence total, au moment même où se précisait de plus en plus nettement le cours qui, par la suite, a éclaté totalement et dont personne ne nie aujourd'hui la gravité.

Ce n'était donc pas en vain, que la résolution majoritaire disait à notre conférence de juin 1946 : « La République constitue un marais fait par les chefs républicains et leurs serviteurs socialistes, staliniens et autres réformistes, pour y faire corrompre les eaux. »

5. - Le numéro 11 de « Lucha de Clases » (25 janvier), publié après deux mois de silence de la direction du groupe, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'organisation, est enfin centré sur la lutte contre les capitulards.

Qu'a-t-on opposé à cela ? La nécessité de constituer « l'Alliance ouvrière, avec un programme de liquidation révolutionnaire du franquisme ».

Il faut signaler, en premier lieu, que le mot d'ordre d'alliance ouvrière, au point où sont arrivés les événements, doit être lié à la lutte pour la constitution d'un véritable Comité central révolutionnaire, opposé irréductiblement au compromis, centré sur la lutte à outrance contre le franquisme, ouvert à tous ceux qui acceptent que la base de cette lutte est seule concevable autour de l'idée centrale du désarmement des forces bourgeoises du franquisme et de l'armement des masses travailleuses des villes et campagnes, seule garantie que le peuple espagnol puisse exprimer librement sa volonté.

6. - Dans le cadre de la politique tracée par notre manifeste du 10 septembre 1945 « Au prolétariat espagnol », il faut, selon notre point de vue, concrétiser et synthétiser ce programme

Sur la question italienne

I. — Correspondance échangée entre le B. P. du P. O. C. et le S. I.

Lettre du 14 juin du S.I. au B.D. du P.O.C.

Chers camarades,

Nous accusons réception de votre lettre du 2/6/47 ainsi que de celle du 3/6/47 et du procès-verbal de la réunion du B.P. du 30/5/47. Nous avons également reçu le dernier numéro de la « IV^e Internationale ».

Nous sommes étonnés de voir que vous ne tenez pas compte de nos avertissements répétés quant à l'aide financière que nous sommes capables d'accorder actuellement à la section italienne. L'effort que nous avons fourni dans le passé pour l'organisation italienne dépasse de loin tout ce qui a été fait pour n'importe quelle autre section dans l'Internationale.

Mais comme nous avons patiemment expliqué à vos délégués lors du dernier plenum du Comité exécutif, l'état actuel des finances du S.I. nous oblige à restreindre désormais l'aide accordée aux sections, et même d'envisager sa suppression totale.

En conséquence nous avons diminué à X... par mois l'aide à votre section et nous avons versé au camarade M. la mensualité d'avril et de mai. Cet argent ayant été perdu, il nous est maintenant impossible de vous le rembourser. La mensualité de juin vous est envoyée par le moyen convenu. Vous recevrez encore la mensualité de juillet, et à partir du mois d'août, nous sommes obligés de suspendre provisoirement l'aide à toutes les sections qui le recevaient, y compris la votre, notre situation financière étant devenue très critique et mettant en danger la préparation du Congrès mondial.

Il n'y a aucune raison fractionnelle ou autre qui ait dicté ces mesures, camarades, et il est extrêmement triste de vous voir écrire que le S.I. néglige l'organisation italienne, qu'il agit fractionnellement et non pas dans l'intérêt de l'Internationale.

Le langage de votre dernière lettre, ainsi que les allusions faites dans le procès-verbal du Bureau politique font preuve de nervosité et de méfiance de votre part qui ne présagent rien de bon pour nos rapports.

de lutte et de liquidation du franquisme. Les bases premières de ce programme doivent être dans la période présente :

a) Lutte sans compromis contre le franquisme et son régime. Pour la proclamation et l'instauration par le peuple de la République.

Constitution de comités d'alliance ouvrière ou de comités révolutionnaires et d'un comité révolutionnaire national. Tout le pouvoir local pour les organismes de masses qui participeront à la lutte (comités, syndicats, sections locales de l'Alliance nationale de forces démocratiques, etc.).

Tous les postes publics éligibles et révocables constamment par les assemblées populaires.

Gouvernement des organisations et partis ouvriers.

b) Amnistie pour tous les emprisonnés et exilés et réintégration dans leurs emplois de tous les travailleurs victimes de représailles politiques.

c) Liberté totale de parole, de réunion, association, manifestation et d'impression.

d) La terre pour les paysans qui la travaillent. Contrôle ouvrier de la production et contrôle du ravitaillement par les travailleurs, au moyen de leurs syndicats et comités.

Rajustement des salaires en accord avec la cherté et l'augmentation du coût de la vie.

e) Liquidation totale de l'appareil et des forces armées franquistes. Comités de soldats.

Procès, châtimement et expropriation de tous les dirigeants et bénéficiaires du régime, par les tribunaux populaires.

Formation de milices.

f) Dans le cadre de la propagande et au cours de la polémique contre les partisans du compromis et de la capitulation, le G.C.I. défendra l'idée d'élections libres pour une assemblée constituante, quand les masses auront les garanties suffisantes exprimées plus haut : liquidation de l'appareil franquiste, etc. Droit de vote à dix-huit ans.

7. - Voici la base programmatique que nous proposons à l'organisation, et sur laquelle nous demandons qu'elle se prononce. Il est évident que cette base est, elle-même, au travers de la discussion, susceptible d'élargissement, sur la base des suggestions qui seront formulées le cas échéant.

Camarades, il est de notre devoir de suivre la préparation du congrès et nos suggestions ne sont ni « inutiles » ni « superflues ». Le rôle de l'Internationale ne se limite pas à l'envoi de l'argent, mais consiste avant tout à l'élaboration de la ligne politique de chaque section.

En tout cas, le S.I. envisage l'envoi prochain d'un délégué qui examinera sur place avec vous l'ensemble des questions concernant l'organisation de notre mouvement italien.

Avec nos salutations fraternelles,
Pour le S. I.
P.

Lettre du S.I. du 23 juin

Chers camarades,

Nous accusons réception des lettres du camarade M. datées du 7 juin 1947.

Dans sa séance du 19 juin 1947, le S. I. a examiné la situation en Italie et a pris les décisions suivantes :

a) il décide d'envoyer dans votre pays un représentant qui y séjournera entre les 5 et 20 juillet et qui examinera sur place avec vous toutes les questions relatives à votre organisation.

b) il vous demande à cette occasion, que vous convoquiez le Comité Central du parti à... entre le 10 et 15 juillet, et que vous inscriviez à son ordre du jour la situation de l'organisation, ses rapports avec l'Internationale et la préparation organisationnelle et politique du Congrès du Parti.

Notre représentant sera porteur de certains textes politiques de l'Internationale qui, à notre avis, doivent servir pour la préparation politique du Congrès.

A ce propos nous vous rappelons qu'il n'y a jamais eu en réalité un congrès constitutionnel du Parti en Italie et que l'Internationale est désireuse d'arriver le plus vite possible à la clarification nécessaire politique et organisationnelle de votre mouvement en Italie. Cela d'autant plus que les numéros sortis de votre journal expriment une politique qui s'éloigne for-